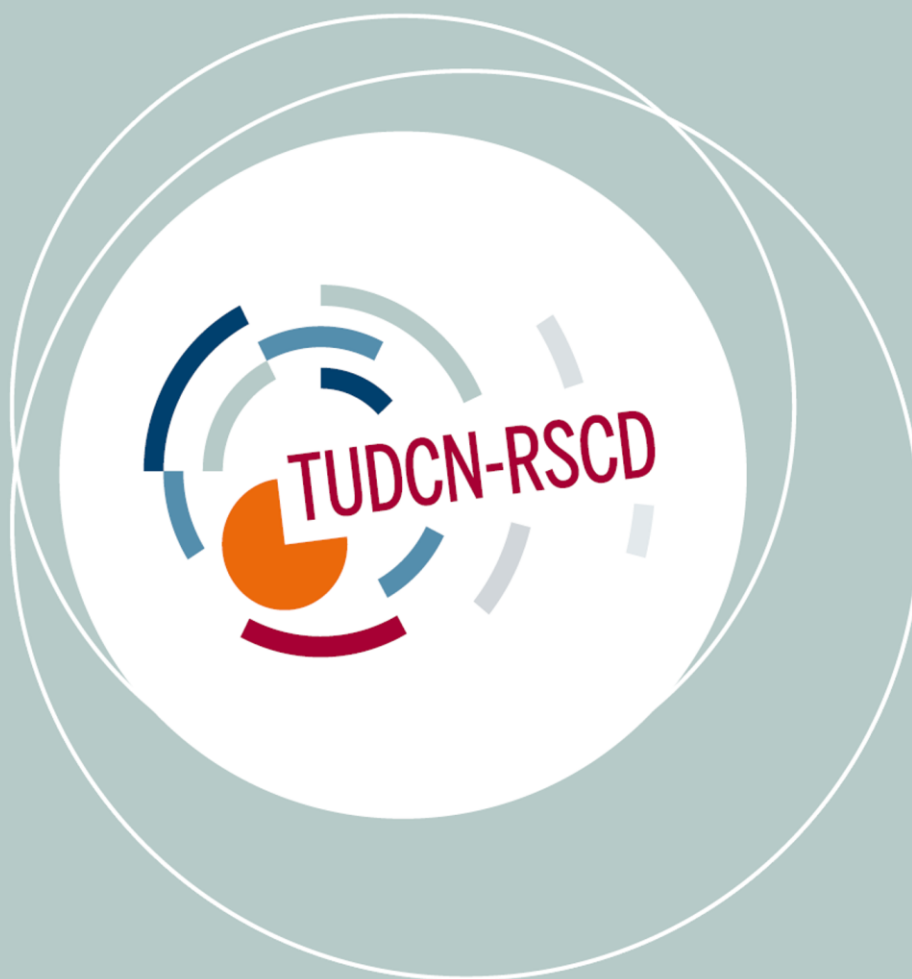


RSCD: Réunion générale 2016

Compte rendu de la réunion

Bangkok, 5-7 avril 2016



JOUR 1: MARDI 5 AVRIL 2016

À l'ouverture de la Réunion générale, le secrétaire général adjoint de la CSI Wellington Chibebe a souhaité la bienvenue aux participant(e)s avant de présenter la Résolution sur «[les priorités syndicales en matière de développement](#)», qui a été approuvée par le Conseil général de la CSI de 2015. Le [compte rendu](#) et les [conclusions](#) de la Réunion générale du RSCD de 2015 ont été approuvés, ainsi que l'ordre du jour de la réunion.

PARTIE I: RAPPORTS D'AVANCEMENT

Le Secrétariat du RSCD a procédé à une évaluation de la situation, qui décrit les principales activités et réalisations depuis la Réunion générale de 2015. En ce qui concerne les actions de sensibilisation, le Secrétariat a présenté les résultats relatifs à l'[Agenda 2030 pour le développement durable](#) et aux [indicateurs](#), au [financement du développement](#) et à la coordination avec les OSC, au [CAD-OCDE](#), au Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement ([PMCED](#)), aux [politiques de développement de l'UE](#), aux publications et à la recherche axées sur la sensibilisation. Quant aux partenariats, les informations les plus récentes ont été communiquées sur la mise en œuvre du Profil syndical de l'efficacité du développement ([TUDEP](#)) et sur l'évaluation de la capacité organisationnelle, avant de laisser la place à une discussion en séance plénière.

Les régions du RSCD ont fait le point sur leurs activités pour la période 2015-2016. Giulia Massobrio [a informé](#) les participants sur les principaux domaines de travail et résultats de la CSA: sensibilisation et Plateforme de développement des Amériques (PLADA); étude sur le dialogue social et sur le secteur privé; renforcement des capacités; diffusion et communication. Le Congrès de la CSA votera une résolution sur la coopération au développement.

Hilma Mote s'est exprimée au nom du Réseau syndical africain pour le développement (RSAD, CSI-Afrique). Le 3^e Congrès de la CSI-Afrique a approuvé une résolution sur la coopération au développement. Le RSAD a coordonné l'étude sur le secteur privé et le dialogue social en matière de développement. Le RSAD consolide actuellement son comité directeur, qui s'est réuni en février 2016 à Lomé. Un travail particulier est prévu sur les flux financiers illicites, la Vision 2063 de l'Afrique et les partenariats.

Le Conseil général de la CSI Asie-Pacifique a approuvé une résolution en octobre 2015 pour créer le réseau régional RSCD Asie-Pacifique.

Antonia Wulff, de l'Internationale de l'éducation, a informé les participants sur le travail réalisé par les Fédérations syndicales internationales sur l'Agenda 2030 pour le développement durable et sur les indicateurs nationaux, régionaux et mondiaux. Elle a souligné la tendance inquiétante à la privatisation et à l'externalisation de l'enseignement élémentaire, comme l'illustre l'exemple du Liberia.

Les organisations nationales ont fait part de leurs activités de l'année passée et signalé les principaux problèmes rencontrés:

- Argentine: il existe une tendance préoccupante de la part du nouveau gouvernement de réduire à néant les espaces de dialogue social, et ce phénomène se propage actuellement à d'autres pays d'Amérique latine.
- France: le rôle du secteur privé dans le développement fait actuellement l'objet d'un débat au Parlement; une attention particulière est accordée à la responsabilité des entreprises et aux droits humains.
- Belgique: l'objectif principal est la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable: le ministère du Développement est favorable à une approche multipartite et réserve un traitement privilégié au secteur privé.
- Italie: un nouvel organe consultatif qui réunit de nombreuses parties prenantes a été créé, et les syndicats se coordonnent pour apporter leur contribution à cet organe.
- Suède: dialogue soutenu avec le gouvernement, mais de nouvelles coupes budgétaires liées à l'aide sont prévues.
- Finlande: les coupes budgétaires liées à l'aide rendent le travail des organisations solidaires extrêmement difficile mais, au moins, le travail décent figure parmi les priorités du gouvernement en matière de politique de développement.
- Danemark: les coupes budgétaires liées à l'aide ont de graves conséquences sur la coopération des syndicats au développement.
- Philippines: les syndicats siègent à la plateforme nationale des ODD. Le plan national de développement du travail est lié au plan national de développement. Le bureau de l'OIT à Manille a demandé l'avis des syndicats sur un plan national relatif à l'Agenda pour le travail décent.

Conclusions du rapport d'avancement du RSCD 2015-2016

- Le RSCD a couvert un éventail d'institutions et de processus en 2015-2016.
- Les rapports d'avancement présentés par le Secrétariat ont fait l'objet d'un consensus général et ont reçu l'aval de la Réunion générale.
- Il y a une reconnaissance générale parmi les membres du RSCD des coupes budgétaires liées à l'aide au développement et du débat en cours sur le processus de modernisation de l'APD et les défis y afférents.
- Des progrès ont été engrangés au plan de l'élaboration de réseaux régionaux de développement et du soutien politique émanant des organisations régionales, par le biais de résolutions spécifiques.
- Il y a une reconnaissance de l'engagement croissant de certains membres du RSCD dans les débats et les processus liés à la coopération au développement à l'échelle nationale et les autres membres sont encouragés à suivre cet exemple.

PARTIE II: STRATÉGIE 2016-2020 DU RSCD

La séance de l'après-midi a porté sur le document relatif à la [stratégie mondiale 2016-2020 du RSCD](#). Paola Simonetti a présenté ce document, qui a été préparé par le Secrétariat du RSCD, en tenant compte de l'augmentation des engagements pris par le réseau au niveau international, et du besoin d'adapter le travail des syndicats à un nouveau scénario de coopération au développement.

En ce qui concerne les principales réalisations du RSCD, il a été rappelé que la plupart des priorités des syndicats figuraient dans les politiques de développement mondiales. Les syndicats sont reconnus comme acteurs du développement à part entière. Les syndicats influencent les OSC et la communauté du développement. Des réseaux de développement régionaux du RSCD ont été créés. Les syndicats participent à la recherche axée sur la sensibilisation. Ils sont confrontés à divers problèmes: manque de volonté de s'attaquer aux questions systémiques, engagement trop vague (sur les indicateurs des ODD, par exemple), mécanismes de responsabilisation volontaires qui font obstacle à une supervision satisfaisante des engagements pris. Le rôle de plus en plus important des entreprises dans le développement pose de sérieuses questions par ailleurs car cela entraîne davantage de privatisation et d'aide liée et tend à utiliser les ressources des ODD à d'autres fins. Toutefois, de nombreuses opportunités se profilent pour l'avenir: l'Agenda 2030 pour le développement durable, en particulier l'Objectif 8 (travail décent), les nombreux processus de suivi auxquels participent les syndicats, le fait que le Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement reconnaisse les approches pluripartites et la possibilité de promouvoir le dialogue social et la responsabilisation des entreprises par l'intermédiaire de plusieurs plateformes (telles que le CAD-OCDE, l'UE).

Suite aux présentations en séance plénière, il a été demandé aux groupes de travail de réfléchir à la stratégie présentée et de suggérer des moyens et des domaines susceptibles de l'améliorer, comme indiqué dans les conclusions ci-dessous:

Conclusions relatives à la stratégie mondiale 2016-2020 du RSCD:

- La nouvelle stratégie du RSCD a suscité un accueil globalement favorable.
- Il convient d'introduire un préambule concernant les principaux défis socioéconomiques au niveau mondial liés au développement et au rétablissement de nos priorités syndicales universelles, telles que la cohérence politique, le travail décent, la justice fiscale, la transition juste, etc.
- La nécessité de poursuivre au sein du RSCD la recherche axée sur la promotion du dialogue social et le rôle du secteur privé dans le développement et traduire celle-ci sous forme d'une action de promotion concrète a été réaffirmée.
- Des propositions en vue d'une recherche approfondie et de matériels faciles d'utilisation seront envisagées, en tenant compte des objectifs de sensibilisation du RSCD et de la nécessité d'éviter les chevauchements ou la duplication de ce qui existe déjà. Les domaines de recherche pertinents seront assumés par les réseaux régionaux de développement.
- Une version formatée révisée du document sera envoyée en vue de son approbation suivant un principe de non-objection.

JOUR 2: MERCREDI 6 AVRIL 2016

PARTIE III: FOCUS SUR L'AGENDA 2030 ET SUR L'ENGAGEMENT DES SYNDICATS

La deuxième journée a commencé par une réunion de haut niveau sur les contributions au cadre de suivi aux niveaux régional et national.

[Margarita Guerrero](#), de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) a fait état de la perspective régionale et présenté plusieurs approches destinées à intégrer pleinement les ODD aux cadres politiques nationaux en s'appuyant sur les priorités suggérées. Mme Guerrero a rappelé qu'il était important de renforcer les capacités et de favoriser la disponibilité et l'utilisation des données, en accordant une attention particulière aux méthodologies et aux problèmes liés aux normes de collecte et de mesure des données, notamment pour les groupes vulnérables.

[Erlinda Capones](#), du gouvernement des Philippines, a présenté la mise en œuvre et le suivi des ODD au niveau national. Elle a insisté sur les actions menées, dont l'objectif est de renforcer la sensibilisation, privilégier les indicateurs, examiner et actualiser les mécanismes institutionnels en tenant compte de l'expérience des OMD. Les ODD devront être intégrés aux différents plans du gouvernement. Les problèmes à venir seront certainement les catastrophes naturelles, le besoin de localisation de grande ampleur, les contraintes liées aux données, et le financement des ODD.

[Arun Kumar](#), du Bureau des activités pour les travailleurs de l'OIT (ACTRAV), a fait part des indicateurs que l'OIT estime pertinents pour les différents ODD, et a évoqué les problèmes émanant de la fragilité des structures tripartites et des mécanismes de dialogue social dans de nombreux pays de l'ASEAN. Les programmes nationaux pour le travail décent seront actualisés, ce qui facilitera la mise en œuvre de l'Agenda 2030, mais les syndicats à l'échelle nationale devront prendre des initiatives pour que leurs principales priorités soient prises en compte dans les politiques nationales.

Ces exposés ont été suivis d'une séance de questions-réponses permettant de discuter des problèmes liés à l'imposition et à la mobilisation des ressources nationales, au rôle et à l'engagement des syndicats au niveau national pour mettre en œuvre l'Agenda 2030 (aux Philippines, en l'occurrence).

Ensuite, les participants ont assisté à la présentation des stratégies régionales sur l'engagement des syndicats à l'égard de la mise en œuvre de l'Agenda 2030.

Hilma Mote, de la CSI-Afrique, a expliqué la stratégie du RSAD, qui comprend cinq actions: analyser les priorités nationales sur les ODD; analyser l'intégration des ODD et des cibles aux plans nationaux de développement; recueillir des informations sur les mécanismes nationaux de consultation et les opportunités d'actions de promotion; dresser un bilan des mécanismes de notification et d'examen; analyser la capacité d'engagement des syndicats. Elle a également mentionné la nécessité d'établir une cartographie de l'intégration des ODD dans les institutions régionales et sous-régionales et de renforcer les capacités des syndicats nationaux en matière d'engagement et de promotion.

Giulia Massobrio, de la CSA, a présenté la stratégie prévue qui s'inspire de la PLADA, en trois étapes: en premier lieu, le renforcement des capacités afin d'élaborer des stratégies syndicales nationales de développement; en deuxième lieu, l'action de promotion, comprenant plusieurs manifestations/réunions de la base jusqu'à un haut niveau, la collaboration entre les régions, la préparation des outils de communication et d'un rapport annuel visant à analyser les avancées réalisées; en troisième lieu, l'organisation au niveau régional et la coordination des initiatives nationales, régionales et mondiales.

Haridasan Parayarikkal, de la CSI-AP, a exposé les difficultés de la région et présenté le RSCD en Asie-Pacifique, selon le mandat conféré par le Conseil général de l'Asie-Pacifique. La stratégie d'engagement s'appuie sur la conférence régionale, qui a adopté un plan d'action conforme à l'Agenda 2030, pour sensibiliser les gouvernements nationaux et les institutions régionales.

Liina Carr, secrétaire confédérale à la CES, et Joan Lanfranco, de la CSI/RSCD, ont fait part des possibilités qu'offre l'Agenda 2030 pour nouer le dialogue avec les institutions et les États membres de l'UE. Ils ont rappelé à cet égard la nécessité de respecter les engagements en matière de politiques internes et externes, ce qui aura une incidence sur la politique de développement de l'UE. Certains pays effectueront des examens nationaux mais les États membres n'avancent pas tous au même rythme pour la planification, la mise en œuvre et le suivi. Le RSCD a réalisé une étude pour évaluer la situation dans chaque pays, et le groupe de travail sur l'UE examinera la mise en œuvre et le suivi à l'échelle nationale.

Ces présentations ont été suivies d'un débat à l'issue duquel les participants ont reconnu la diversité des approches de chaque région et insisté sur l'importance des synergies et de la collaboration.

Conclusions sur l'engagement syndical dans le cadre de l'Agenda 2030:

- La liberté syndicale et la négociation collective ont été incluses dans les indicateurs de l'Agenda 2030. Ceci est un acquis majeur mais les éléments manquants de l'Agenda du travail décent, notamment le dialogue social, ont été mis en exergue dans le cadre du processus des indicateurs.
- Il a été recommandé de saisir les opportunités restantes dans le processus pour apporter les touches finales aux indicateurs, et ce aux fins de garantir des indicateurs d'évaluation de l'avancement sur nos priorités, en particulier l'Agenda du travail décent:
 - Au niveau international: à travers le Groupe d'experts interinstitutionnel sur les indicateurs des objectifs de développement durable et les processus connexes tels que le Forum politique de haut niveau, ainsi que par le biais d'agences spécialisées comme l'OIT.
 - Au niveau régional: à travers les commissions régionales de l'ONU (Forums régionaux sur le développement durable) et leurs efforts visant l'orientation des contributions régionales à l'Agenda 2030.
 - Au niveau national: mise en œuvre des stratégies de promotion visées dans les processus d'examen nationaux de l'Agenda 2030 (ex: dialogue avec les gouvernements nationaux et leurs ministres compétents). Cela implique des efforts visant un niveau d'ambition supérieur au processus mondial.
- Un contre-rapport de contrôle syndical sur la mise en œuvre et le suivi des ODD sera préparé par le RSCD.
- Les plans de travail des réseaux régionaux de développement visant la mise en œuvre et le suivi de l'Agenda 2030, y compris pour l'Europe, seront parachevés d'ici fin 2016.

PARTIE IV: FOCUS SUR LA 2ÈME RÉUNION DE HAUT NIVEAU DU PARTENARIAT MONDIAL POUR UNE COOPÉRATION EFFICACE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT, ET PRIORITÉS SYNDICALES

La première séance de l'après-midi a donné lieu à une présentation générale de la 2^e Réunion de haut niveau (RHN2) du Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement (PMCED), ainsi qu'aux propositions relatives à l'engagement des syndicats. Matt Simonds, de la CSI/RSCD, a présenté le processus de l'efficacité de l'aide et le PMCED. Il a expliqué les différentes séances plénières envisagées pour la RHN2 et décrit les diverses formes de participation des membres du RSCD à ce processus.

Le débat qui a suivi a abordé les problèmes liés au rôle du secteur privé dans ce processus, et rappelé par ailleurs l'importance des négociations et des réunions parallèles pour promouvoir les priorités des syndicats lors de ces manifestations.

Conclusions relatives au Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement (PMCED) et à la 2^e Réunion de haut niveau (RHN2) s'y rapportant:

- Les syndicats devraient participer activement au processus de suivi du PMCED.
- Les syndicats devraient participer de manière assidue aux préparatifs et à l'établissement de l'ordre du jour de la RHN2, et assister en nombre à cette dernière:
 - Intégrer les syndicats aux délégations officielles des gouvernements;
 - Assurer l'assistance d'intervenants aux panels de haut niveau et aux événements parallèles;
 - Participer à la négociation du document final;
 - Chercher la participation et l'engagement des pays du BRICS à la RHN2.

PARTIE V: FOCUS SUR LES APPROCHES FUTURES EN MATIERE DE PARTENARIATS SYNDICAUX

Cette séance était essentiellement consacrée aux partenariats syndicaux. Diego Lopez, Matt Simonds et Joan Lanfranco, de la CSI/RSCD, ont présenté les documents de réflexion sur [la capacité organisationnelle](#), [le rôle de l'APD pour soutenir le travail décent et le dialogue social](#) et [les initiatives syndicales communes](#), respectivement. Suite à ces présentations, un travail en groupes a été entrepris pour discuter des stratégies et des manières de les améliorer. Voici les conclusions principales:

Conclusions sur les approches à venir vis-à-vis des partenariats syndicaux:

- Le domaine de la capacité organisationnelle se fonde sur les Principes syndicaux pour l'efficacité du développement. Les défis sont reconnus et le RSCD poursuivra les efforts avec les réseaux de développement régionaux en vue de l'établissement d'approches spécifiques pour assurer l'appropriation.
- Concernant le rôle de l'aide publique au développement dans la promotion du travail décent: la recherche proposée a été favorablement accueillie, même s'il s'agit d'un concept qui mérite d'être élaboré plus avant, en conformité avec le travail de sensibilisation du RSCD sur le thème du dialogue social.
- Concernant les initiatives syndicales conjointes en matière de développement: un engagement accru des membres du RSCD dans la mise à jour du Répertoire des projets de développement syndicaux a été réaffirmé. Le rôle du Secrétariat du RSCD dans le partage d'informations sur les possibilités de financement futures a été salué.

JOUR 3: JEUDI 7 AVRIL 2016

PARTIE VI: COMMUNICATION ET DIFFUSION DU RSCD

Le troisième jour, la Réunion générale s'est essentiellement intéressée à la stratégie révisée de communication et de diffusion du RSCD. Le [document de réflexion](#) sur la stratégie de communication a été présenté en séance plénière puis discuté en groupes de travail pour solliciter la réaction des participants.

L'ensemble de la communication et de la diffusion du RSCD reposera sur les principes suivants: renforcer l'efficacité de l'élaboration des politiques, partager les expériences et améliorer la cohérence. Les activités de communication et de diffusion chercheront à atteindre le mouvement syndical, la communauté du développement, ainsi que le grand public.

Une série de questions pertinentes ont été soulevées en séance plénière: questions et préoccupations à l'égard de la terminologie et des traductions; utilisation de matériel multimédia; coordination avec les organisations régionales et adaptation des messages pour les diffuser au-delà du mouvement syndical.

Suite aux présentations en séance plénière, il a été demandé aux groupes de travail de réfléchir à la stratégie présentée et de suggérer des moyens et des domaines susceptibles de l'améliorer, comme indiqué dans les conclusions:

Conclusions sur la communication et la diffusion du RSCD:

- Dans le cadre de la nouvelle phase du RSCD, les réseaux régionaux de développement joueront un rôle-clé dans la stratégie globale de communication et diffusion du RSCD.
- Un nouveau groupe de travail sur la communication et la diffusion du RSCD sera mis sur pied pour optimiser l'impact de l'action du RSCD et livrer une stratégie intégrée du RSCD en matière de communication et de diffusion.
- De nouveaux outils de communication et de diffusion seront mis au point (vidéos, infographies) pour réaffirmer le rôle des syndicats en tant qu'acteurs du développement à part entière.
- Le recours à Equal Times fournira une opportunité supplémentaire de donner de la visibilité aux enjeux syndicaux et des travailleurs dans le contexte du développement.

PARTIE VII: PLANS D'ACTION DU RSCD POUR 2016-2017

À l'issue de l'exposé sur la stratégie de communication et de diffusion, les [plans de travail globaux et régionaux du RSCD](#) ont été présentés, ainsi que les [conclusions finales](#) de la réunion.

ANNEXE I: PARTICIPANT(E)S À LA RÉUNION GÉNÉRALE DU RSCD DE 2016

Pays	Organisation	Prénom	Nom
Europe			

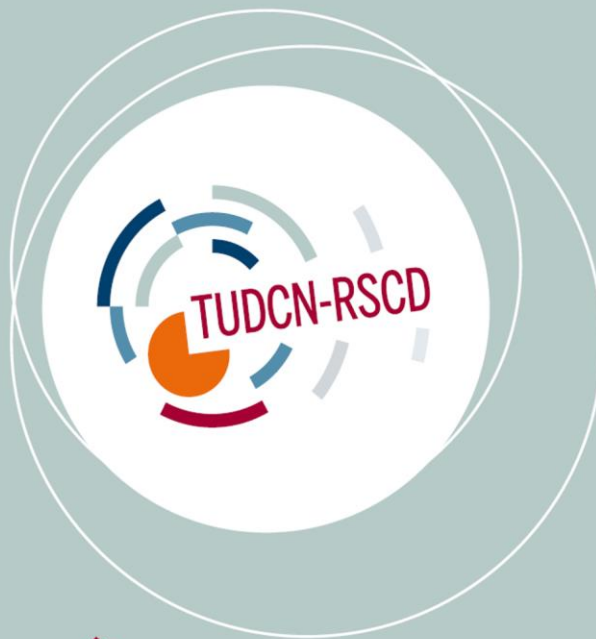
Italie	CGIL	Sergio	Bassoli
Italie	UIL	Massimo	Di Pietro
Italie	ISCOS	Gemma	Arpaia
Belgique	ACV-CSC	Stijn	Sintubin
Belgique	ABVV-FGTB	Thierry	Aerts
Belgique	CGSLB-ACLVB	Maresa	Le Roux
Espagne	USO Sotermun	Santiago	González Vallejo
Espagne	ISCOD	Juan	Mendoza
Espagne	CCOO	Félix Antonio	Ovejero Torres
Danemark	LO/FTF	Mads	Bugge Madsen
Finlande	SASK	Janne	Ronkainen
France	CFDT	Blandine	Landas
France	CFDT	Elodie	Aïssi
France	CGT	Marie-Christine	Naillod
Suède	Union to Union	Sigrid	Bergfeldt
Suède	Union to Union	Kristina	Henschen
Royaume-Uni	TUC	Sean	Bamford
Pays-Bas	FNV	Naome	Chakanya
Allemagne	FES	Felix	Braunsdorf
États-Unis	Solidarity Center	Fay	Lyle
Australie	Apheda	Kate	Lee
FSI	IE	Antonia	Wulff
Belgique	CES	Liina	Carr
Afrique			
Togo	CSI-Afrique	Hilma	Mote
Sénégal	UNSAS	Anne Cécile	Coly
Botswana	SATUCC	Paliani	Chinguwo
Asie			
Singapour	CSI-AP	Haridasan	Parayarikkal
Indonésie	KSBSI	Rekson	Silaban
Malaisie	MTUC	Siti	Binti Mahpudz
Cambodge	CLC	Athit	Kong
Fidji	FTUC	Rajeshwar	Singh
Philippines	FFW	Julius	Cainglet
Corée du Sud	FKTU	Jiheon	Lee
Japon	JILAF	Hitoshi	Suzuki
Japon	JILAF	Teruhiko	Sekiguchi
Japon	JILAF	Yuki	Otsuji
Japon	Rengo	Koji	Suzuki

Népal	GEFONT	Bishnu Prasad	Lamsal
Amérique latine			
Brésil	CSA	Giulia	Massobrio
Argentine	CGT	Marita	González
Argentine	CTA	Andrés	Larigoitia
Intervenant(e)s			
	OIT/ACTRAV	Arun	Kumar
Philippines	Gouvernement	Erlinda	Capones
	Nations Unies/CESAP	Margarita	Guerrero
Secrétariat du RSCD			
Belgique	CSI/RSCD	Paola	Simonetti
Belgique	CSI/RSCD	Matt	Simonds
Belgique	CSI/RSCD	Diego	López González
Belgique	CSI/RSCD	Joan	Lanfranco
Belgique	CSI/RSCD	Theo	Morrissey

The Trade Union Development Cooperation Network (TUDCN) is an initiative of the International Trade Union Confederation (ITUC), bringing together affiliated trade union organisations, solidarity support organisations, regional ITUC organisations, the Global Union Federations (GUFs), the European Trade Union Confederation (ETUC) and the Trade Union Advisory Committee to the OECD (TUAC). TUDCN's objective is to bring the trade union perspective into the international development policy debates and improve the coordination and effectiveness of trade union development cooperation activities.

*Le **Réseau syndical de coopération au développement** (RSCD) est une initiative de la Confédération syndicale internationale (CSI) réunissant des organisations syndicales affiliées, des organisations de solidarité, les organisations régionales de la CSI, ainsi que les Fédérations syndicales internationales (les fédérations sectorielles - FSI), la Confédération européenne des syndicats (CES) et la Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE (TUAC). Le RSCD a pour but de traduire la perspective syndicale dans les débats sur la politique en matière de développement international et d'améliorer la coordination et l'efficacité des activités syndicales dans le domaine de la coopération au développement.*

La **Red Sindical de Cooperación al Desarrollo** (RSCD) es una iniciativa de la Confederación Sindical Internacional (CSI), que agrupa a diversas organizaciones sindicales afiliadas, organizaciones solidarias (OS), organizaciones regionales de la CSI, las Federaciones Sindicales Internacionales (FSI), la Confederación Europea de Sindicatos (CES) y la Comisión Sindical Consultiva ante la OCDE (TUAC). El objetivo de la red es aportar la perspectiva sindical a los debates políticos y mejorar la coordinación y la eficacia de las actividades sindicales relacionadas con la cooperación al desarrollo.



dce@ituc-csi.org

+32 (0) 2 224 02 25



@TUDCN_RSCD



/TUDCN.RSCD